

DP-2026-0203 — notification au 47^e jour

LINDBERGH FORMATION — 16 rue de Maillé, 91310 Montlhéry · RCS Evry 817 946 114

Document établi le 24/09/2026

3 dates · document fictif

Document fictif — exemple de démonstration

Ce document est produit par le site Blue Lemon Agent pour illustrer ce qu'un agent IA remet à ses utilisateurs. Les sociétés, dossiers, montants et personnes qui y figurent sont inventés. Il n'a aucune valeur juridique, comptable ni commerciale.

Document fictif, produit pour la démonstration. **Ce document ne dit pas qu'une décision tacite est acquise.** Il constate trois dates et cite deux articles — la qualification juridique revient au service.

Les trois dates, avec leur pièce

Date	Événement	Pièce d'appui
18/05/2026	Dépôt en mairie	Récépissé de dépôt
18/05/2026	Accusé de réception	Récépissé remis au pétitionnaire
04/07/2026	Notification de la demande de pièces	Accusé de réception postal
—	Écart	47 jours

Les deux textes, cités et non interprétés

Article R*423-23 du code de l'urbanisme. Le délai d'instruction de droit commun est d'un mois pour les déclarations préalables.

Article R*423-38 du code de l'urbanisme. Lorsque le dossier ne comprend pas les pièces exigées, l'autorité compétente adresse au demandeur ou à l'auteur de la déclaration, **dans le mois qui suit la réception ou le dépôt du dossier à la mairie**, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant **de façon exhaustive** les pièces manquantes.

Le 47^e jour est postérieur au délai d'un mois que prévoit R*423-38. Ce que cela emporte sur le délai d'instruction relève d'une qualification juridique — elle n'est pas faite ici, et elle est posée en question au service.

Ce qui est joint à la note

Pièce	Fournie ?
Récépissé de dépôt du 18/05	Oui
Accusé de réception postal du 04/07	Oui
Copie de la lettre de demande de pièces	Oui
Extrait des deux articles cités	Oui

Qualification retenue par le service : **par** **le**/...../.....

La case est vide et l'agent ne la coche pas. C'est la ligne qui sépare un signalement d'un avis juridique — et un service d'urbanisme n'a pas besoin d'un outil qui donne des avis, il a besoin d'un outil qui ne laisse pas passer une date.